

DIRECTION  
DE L'ARCHITECTURE.

BUREAU  
DES TRAVAUX ET CLASSEMENTS.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'Église de COLOMBIER (Dordogne) (parcelle  
cadastre<sup>A</sup>le 513)

appartenant à la commune

est inscrit<sup>e</sup> sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les  
archives de la préfecture, <sup>et</sup> au maire de la commune de Colombier

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 12 OCT 1948

Par déléation  
Le Directeur de l'Architecture

T. S. V. P.